

Procedure file

Informations de base		
RSP - Résolutions d'actualité	2017/2831(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur le Laos, notamment les cas de Somphone Phimmason, de Lod Thammavong et de Soukane Chaithad		
Sujet 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général		
Zone géographique Laos		

Acteurs principaux	
Parlement européen	

Evénements clés			
13/09/2017	Débat en plénière		
14/09/2017	Résultat du vote au parlement		
14/09/2017	Décision du Parlement	T8-0350/2017	Résumé
14/09/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de procédure	2017/2831(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 144
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation					
Proposition de résolution		B8-0513/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0517/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0518/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0519/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0521/2017	13/09/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0523/2017	13/09/2017	EP	

Proposition de résolution commune		RC-B8-0513/2017	13/09/2017		
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0350/2017	14/09/2017	EP	Résumé

Résolution sur le Laos, notamment les cas de Somphone Phimmasone, de Lod Thammavong et de Soukane Chaithad

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le Laos, notamment les cas de Somphone Phimmasone, de Lod Thammavong et de Soukane Chaithad.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune été déposé par les groupes PPE, S&D, ECR, ALDE, Verts/ALE et EFDD.

Le Parlement a appelé à la libération immédiate de Somphone Phimmasone, Lod Thammavong et Soukane Chaithad, trois travailleurs lao condamnés en mars 2017 à des peines d'emprisonnement allant de douze à vingt ans. Ils ont noté que ces verdicts sajetaient sur une liste d'arrestations et de disparitions forcées de militants et de manifestants qui ont émis des opinions critiques sur des questions allant des différends fonciers aux allégations de corruption et d'abus de pouvoir.

Les députés ont demandé à la Haute représentante d'aborder ces cas avec le Laos. La délégation de l'UE au Laos devrait être présente lors des procédures contre ces trois personnes et continuer de suivre le cas des personnes emprisonnées et disparues. Le SEAE devrait inscrire ces questions en priorité à l'ordre du jour des prochaines réunions du comité mixte UE-RDP lao et du prochain sommet Asie-Europe (ASEM), qui se tiendra à Bruxelles en 2018.

Le Parlement a réitéré son appel au gouvernement du Laos pour faire cesser le harcèlement et l'arrestation et la détention arbitraire des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes indépendants et des militants sociaux, et a condamné la persécution des minorités religieuses, en particulier les chrétiens. Il a exhorté les autorités laotiennes à donner aux agences spécialisées des Nations unies et aux représentants d'organisations humanitaires, un accès illimité afin qu'ils puissent se rendre auprès des prisonniers politiques et de toutes les minorités ethniques et religieuses du Laos.